

Septembre 2022

n° 148

CONTRASTOM



Sommaire n° 148

Couverture	JJK / <i>jjk.photo.ch</i>	.....
Edito	ACR	..... 3
Déchets	En Suisse <i>E. Weiss</i>	..... 4-5
Déchets	En France <i>J. Le Guern</i>	..... 6
Suisse	Electricité disponible? <i>E. Weiss</i>	..... 7
Suisse	Des chiffres... <i>E. Weiss</i>	..... 8
Reportages photos	<i>jjk.photo.ch / ContrAtom</i>	..... 9
Genève	Balise menacée...? <i>J. Le Guern</i>	..... 10
Péril atomique	Zaporijia <i>Ph. Progin</i>	..... 11
Péril atomique	S'éclairer à la bombe <i>JJK</i>	..... 12
Péril atomique	La preuve par Trump <i>P. Gilardi</i>	..... 13
Climat	Les truites n'aiment pas le nucléaire <i>J. Le Guern</i>	..... 14
Lecture	«La France Atomique - D. De Roulet» <i>M. Budry</i>	..... 15
Vie de l'association et Convocation AG		..... 16

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:
022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1200 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie Fornara

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0**

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

BRÈVES:

PAS DE BOYCOTT SUR L'URANIUM RUSSE?

Pendant que les médias nous abreuvent d'informations fracassantes sur le boycott européen sur le pétrole russe, ROSATOM, société russe spécialisée dans les fournitures de matériel nucléaire, continue de fournir de l'uranium enrichi aux centrales de Beznau et Liebstadt.

En France, ce n'est pas mieux: selon Greenpeace, 52 fûts d'uranium enrichi ont été livrés, en provenance de Russie le 24 août dernier.

LA CORÉE DU NORD,

qui s'est dotée de l'arme atomique et de missiles hypersoniques, vient de franchir un pas qu'aucune puissance nucléaire n'avait osé franchir jusqu'ici: elle a annoncé qu'elle pourrait recourir à l'arme nucléaire à titre préventif si elle était menacée. Jusqu'ici, les puissances nucléaires affirmaient toutes que l'arme nucléaire serait éventuellement utilisée comme riposte à une agression, selon la théorie de la dissuasion.

Il est grand temps d'arrêter de jouer avec le feu et d'obliger tous les pays, y compris la Suisse à signer le TIAN (Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires)!





Chères, chers ContrAtomistes,

De bleu, de bleu, il va falloir s'accrocher: avec la menace que fait peser le conflit ukrainien sur la fourniture en énergie, la filière nucléaire se sent pousser des ailes! Encouragée notamment par l'incroyable décision des instances européennes de taxer l'énergie d'origine nucléaire d'énergie verte, elle a le vent en poupe!

Ainsi, une initiative populaire pour relancer l'atome, intitulée: «De l'électricité pour tous en tout temps. Stop au blackout» vient d'être lancée par un comité d'élus de droite et des représentants de l'économie. Le texte de l'initiative veut inscrire dans la constitution que «toute forme d'électricité respectueuse du climat est autorisée». Ce qui revient à dire que **la construction de nouvelles centrales nucléaires n'est plus interdite**, à l'encontre de la décision entérinée par le peuple suisse en mai 2017! **Incroyable!** Au moment où l'actualité nous démontre combien l'énergie nucléaire est aléatoire en cas de canicule ou de conflit, le succès des thèses pro-nucléaires est incompréhensible et totalement déboussolant! Car ça marche, non seulement dans certaines sphères politiques mais également dans la rue! Les remarques du genre: «Comment peut-on être antinucléaire à l'heure qu'il est?» ou «j'étais un antinucléaire convaincu mais avec la pénurie qui se profile, j'ai complètement changé d'avis!» fusent de partout! Consternant! Comment peut-on croire que le nucléaire puisse résoudre d'un claquement de doigt, à la fois la crise climatique ou le problème que nous risquons peut-être de rencontrer cet hiver par une pénurie d'énergie?

Il est évident que face à ces deux problématiques, compte tenu des délais nécessaires à leurs constructions, **aucune nouvelle centrale ne pourra être opérationnelle avant des dizaines d'années**, donc hors délai pour parer tant au réchauffement climatique qu'à une éventuelle pénurie! D'autre part, l'été que nous venons de vivre a bien démontré à quel point l'énergie nucléaire était impactée par la canicule, la stabilité du réseau étant très dépendante de la température des eaux et de leur débit pour le refroidissement des réacteurs! De nombreuses installations ont été contraintes d'abaisser leur taux d'activité quand elles n'ont pas été mises carrément à l'arrêt!

Le réchauffement climatique étant malheureusement parti pour durer, les centrales nucléaires risquent à l'avenir de se retrouver dans un sacré pétrin!

Sur le plan géopolitique, le conflit qui se déroule actuellement en Ukraine nous démontre aussi de façon dramatique à quel point l'implantation de centrales nucléaires peut devenir problématique en cas de conflit, chaque installation atomique pouvant se transformer en bombe en puissance et en cible privilégiée pour l'ennemi!

Les événements terrifiants qui se déroulent actuellement à la centrale de Zaporijia en font la terrible démonstration! **S'éclairer à la bombe, est-ce bien raisonnable!?**

Enfin, qualifier l'énergie nucléaire d'énergie propre, c'est un peu fort de café car si elle ne produit pas ou peu de CO₂, elle génère des tonnes de déchets radioactifs ingérables qu'on s'apprête à légèrer allègrement aux générations futures après s'en être «débarrassé» provisoirement **de la manière la plus honteuse qui soit: en les enterrant!** L'énergie nucléaire une énergie verte!, voilà qui relève d'une sacrée imposture!

Le constat est sans appel, le bilan du nucléaire est catastrophique sur tous les plans et ne peut en aucun cas avoir un impact sur la crise climatique ni résoudre une éventuelle pénurie d'énergie. C'est au contraire un frein au développement des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, tout investissement dans le nucléaire s'effectuant au détriment de ces dernières!

Assez de mensonges, le nucléaire n'est ni propre, ni sûr, ni bon marché, voilà en résumé le message que nous nous efforcerons de faire passer le plus largement possible!

Ni nucléaire, ni effet de serre!

Tournons-nous vers les économies d'énergie et les renouvelables!

Ensemble, contribuons à faire de ce slogan une réalité!

Vive la résistance au nucléaire!

Anne-Cécile



EN MARCHÉ, CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS

Fin août une petite délégation de ContrAtom a traversé la Suisse pour participer à la manifestation contre le dépôt des déchets radioactifs à Marthalen (Benken), vers Schaffhouse. Après une petite marche depuis la gare, nous sommes arrivés sur le terrain prévu initialement par la NAGRA pour l'enfouissement des déchets de nos centrales nucléaires. Quelques centaines de manifestant·e·s étaient sur place et des discours se suivirent, entrecoupés par de la musique. Bien sûr, les gens présents étaient tous des antinucléaires, et les orateurs·trices condamnaient les centrales nucléaires qui produisent ces déchets, qui ne transforment l'énergie qu'à court terme, et qui comportent beaucoup de risques. Il y a 14 ans, nous étions déjà à une manifestation similaire dans la région, mais la NAGRA a continué à travailler dans son idée d'un enfouissement en profondeur pour des milliers d'années, sans tenir compte des arguments opposés: pas de critères d'interruption, une récupération incertaine, une analyse hydrologique inachevée, etc.

La NAGRA propose maintenant le site «Nord des Lägern» (dans le canton de Zurich), une région chevauchant les communes de Weiach et Stadel, mais malheureusement sans proposer une solution sûre. Ce site avait été retiré des

lieux probables (2015), mais réintroduit après intervention du Conseil fédéral. Nous y consacrerons un article dans le prochain numéro.

En cherchant des arguments, j'ai trouvé des articles intéressants dans nos journaux de l'époque et je vous propose de relire l'article (journal 92 septembre 2008) page suivante.

Il montre que rien n'a changé depuis cette époque. La devise de la NAGRA reste «loin des yeux, loin du cœur»!

Erwin



ALORS, QUE FAIRE DES DÉCHETS RADIOACTIFS?

Nous avons posé cette question à Roland Desbordes, président de la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radio activité).

Voici sa réponse:

- La particularité des déchets radioactifs par rapport aux autres déchets est qu'ils perdent leur activité, donc leur dangerosité spontanément dans le temps.

Il suffit donc d'attendre. Cependant les durées peuvent être très longues surtout à l'échelle humaine. Ce qui n'arrange pas les choses, c'est qu'en attendant ils émettent des rayonnements ionisants néfastes pour la santé.

Il y a donc nécessité absolue de les maintenir à l'écart de notre environnement (on appelle cela les «confiner») pendant des siècles, voire des millénaires. Ce qui veut dire pour ces stockages: trouver des «emballages» qui puissent résister au temps (et pour certains déchets comme le tritium, présent en grande quantité dans les déchets trouver un système étanche, qui n'a pas encore été découvert), trouver un lieu sans eau (qui peut être le vecteur de dispersion de cette radioactivité), sans aléa climatique ou géologique... et dont les générations futures auront gardé la mémoire... Autant dire mission impossible!

Alors que faire de ces déchets? Faut-il les laisser aux abords des centrales sous la surveillance des exploitants?

- Ce n'est pas une bonne idée, car les centrales sont construites au bord de cours d'eau, or l'humidité est à éviter à tout prix. La seule chose qu'on peut faire, à court terme est de les entreposer en «subsurface» dans des galeries ou tunnels (sans humidité) accessibles à tout moment pour qu'on puisse les surveiller en permanence, les contrôler et éventuellement les retirer en cas de fuite.

Certains experts avancent parfois la transmutation comme solution. De quoi s'agit-il?

- Les scientifiques en question ont imaginé utiliser un phénomène connu... (et espéré dès le Moyen âge par les alchimistes qui voulaient transformer le plomb en or): la transmutation! En bombardant les noyaux des atomes, on peut les modifier. On arrive en laboratoire à transmuter des atomes radioactifs à vie longue en atomes radioactifs à vie plus courte. On peut ainsi gagner un facteur 10 à 100, de 24000 ans pour le Plutonium 239 («demi-vie», c'est à dire le temps pour qu'il perde la moitié de son activité) à quelques milliers d'années.

Mais cela consomme beaucoup d'énergie. Où la trouvera-t-on? Dans des réacteurs nucléaires répondent certains scientifiques! Les défenseurs de SuperPhénix au moment de sa fermeture avaient émis l'idée de le transformer en «incinérateur de déchets radioactifs» (SIC!)!!!

Heureusement les décideurs de l'époque ne sont pas tombés dans le panneau.

L'autre problème de la transmutation est qu'elle augmente l'activité (donc la quantité de rayonnements émis) et donc les risques d'irradiation. Si on divise la durée de vie par 100 on multiplie en gros l'activité par le même facteur. Enfin, il faut un déchet «pur». C'est à dire qu'il aura fallu trier dans la poubelle (retraitement). Or cette opération est très polluante pour l'environnement (usine de La Hague, qui rejette dans l'environnement autant que toutes les centrales nucléaires du monde et en plus des radioéléments très toxiques).

La transmutation, si elle aboutit à une réalisation concrète, restera complètement marginale dans le traitement des déchets radioactifs de haute activité et à vie longue.

Roland Desbordes de la CRIIRAD interviewé par ACR en septembre 2008.

Donc, à la question des déchets radioactifs, qu'en faire?

Il n'y a décidément qu'une seule réponse...

...CESSONS D'EN FAIRE!!!



Note de la rédaction:

Rappelons à ce propos que l'initiative populaire zurichoise «Nucléaire, au peuple de décider» qui avait abouti en mars 2002 avec plus de 15'000 signatures et qui demandait que la concession pour un dépôt de déchets radioactifs dans le canton de Zürich soit soumise au scrutin populaire de façon démocratique avait été écartée en janvier 2005, car la loi a été changée entre temps! Le sous-sol suisse n'appartient plus désormais aux cantons mais à la Confédération, et dorénavant, seul un référendum au niveau fédéral pourra être envisagé! Manière grossière de diluer les oppositions!

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, A BURE (F)...

Pendant que les suisses manifestent à Marthalen, pour éviter la catastrophe que représenterait l'enfouissement des déchets radioactifs sous le sol helvétique, les autorités françaises avancent inexorablement dans leur funeste projet d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure (Meuse).

Bure, haut lieu de la contestation antinucléaire depuis plus de trente ans

C'est surtout à partir de 1994 que la lutte contre le projet Cigéo de l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) s'est structurée, autour des habitants et des agriculteurs inquiets à la fois pour leur avenir immédiat (puisqu'on devait les chasser de leurs habitations et de leurs terres) ainsi que pour l'avenir des générations futures dans la mesure où le sous-sol serait pollué par des déchets radioactifs que personne ne pourrait enlever pendant des dizaines de milliers d'années.

ContrAtom a participé, en son temps, à plusieurs manifestations sur place, comme en atteste la photo ci-dessous prise en 1998!



La contestation s'est durcie au fil des années, avec un pic atteint en 2016/2018 lorsque les opposants réunis au sein de la Maison de la Résistance ont pris possession du bois Lejuc (lieu qui doit «accueillir» la zone 'puits' du futur centre d' enfouissement).

Comme d'habitude, un simulacre de consultation publique a ensuite été organisé avant que le couperet ne tombe. Fait tout à fait inhabituel, l'Autorité environnementale avait, en janvier 2021, dans un rapport retentissant, critiqué le projet d'enfouissement des déchets. Elle y remettait en question le principe même de l'enfouissement en profondeur, le choix du type de roche et mettait en doute le concept de réversibilité temporaire.

Mais rien n'arrête le gouvernement français: il consulte parce que c'est obligatoire, mais il ne tient jamais compte des résultats de la consultation!

Un nouveau cap a été franchi cet été

Le 8 juillet 2022, deux décrets ont été publiés, accordant

l'utilité publique et l'intérêt national au projet Cigéo.

Avec l'OIN (Opération d'Intérêt National), l'Etat se réserve le droit de définir la politique d'urbanisme et d'aménagement (permis de construire, autorisations qui sont normalement de la prérogative des mairies).

La déclaration d'utilité publique permet, elle, d'entamer les procédures relatives aux acquisitions par voie d'expropriation.

Cela veut dire, en clair, que l'Andra dispose de nouveaux leviers pour déloger les agriculteurs, habitants et opposants au projet. Ainsi le bois Lejuc pourrait bientôt être défriché pour accueillir la future zone puits.

Au total, ce sont 3500 ha de terres qui sont concernés par l'OIN. Une partie est déjà aux mains de l' ANDRA, mais il lui manquait jusqu'à présent plusieurs zones-clés (ainsi, ce décret doit lui permettre de s'approprier les terres qui relient la gare de Lunéville au site afin de pouvoir acheminer les déchets nucléaires).

Le but recherché est de «ne pas développer démographiquement le territoire». Il s'agit, en fait, de faire de la région un désert au prétexte de «limiter durablement la population exposée».

L'OIN permettra à l' ANDRA d'expulser les derniers habitants des terrains qu'elle convoite avant 2037.

Il est piquant de constater que le décret est signé par E. Borne, Première Ministre, A. Pannier-Runnacher, ministre de la transition énergétique et Christophe Béchu, ministre de la transition écologique: c'est leur première grande décision depuis la nomination du nouveau gouvernement qui est censé, avec ces trois ministres, mettre l'écologie au premier plan de ses préoccupations: quel signal désastreux!

La lutte continue!

Les opposants ne se laissent pas démonter par l'avance à marche forcée des autorités gouvernementales:

Le 7 septembre 2022, 32 organisations et 30 habitants ont déposé un recours contre les deux décrets!

Jean Le Guern



ELECTRICITE DISPONIBLE OU PAS?

L'énergie est actuellement un thème majeur en Europe. Enfin on commence à réfléchir aux économies d'énergie. Pendant des décennies la doctrine était: plus et toujours plus.

Nous prôtons depuis longtemps plus de sobriété, plus d'investissements à long terme avec une production énergétique renouvelable, durable et locale, plutôt qu'une politique de consommation effrénée avec comme seul but le profit économique. La question de la disponibilité – ou pas – de l'électricité cet hiver inquiète les politicien-ne-s et la population, et tout le monde cherche une solution, sans pour autant remettre en question notre mode de consommation (même si toutefois la diminution du chauffage des bâtiments et des ménages a été enfin évoquée, ainsi que celle de l'éclairage public). À ce propos, voici quelques points marquants de réflexion.

Il y a encore des investissements inutiles

Récemment, j'ai lu qu'on essaie encore de développer un avion civil supersonique! Quel gaspillage pour qu'une minorité de gens puissent gagner quelques heures (nous avons même un conseiller fédéral qui teste l'armée française avec un Cessna pour tenter de faire des économies à l'armée). La globalisation nous a fait croire qu'on pouvait tout avoir, n'importe où et n'importe quand. Une guerre malheureuse et inutile nous a ouvert les yeux, mais la première réaction fut des investissements colossaux dans l'armement (à la place d'acheter des F35, nous aurions dû acheter des Canadairs en grande quantité pour éteindre les feux de forêt en Europe!).

Pénurie et conséquences économiques....

Aux divers problèmes de livraison et de stockage du gaz et du pétrole s'ajoute une pénurie d'énergie électrique. **Cette pénurie a commencé en France, qui a actuellement 32 réacteurs nucléaires à l'arrêt sur 56**, une grande partie étant en révision ou en visite décennale, arrêts qui durent bien plus longtemps que prévu. Et il y a aussi une douzaine de réacteurs qui présentent des fissures dans la tuyauterie (corrosion sous contraintes). À cela s'ajoute le problème de la chaleur qui limite l'exploitation des centrales nucléaires en France, et les indisponibilités des centrales thermiques en Allemagne (manque de gaz et pétrole). Ainsi l'électricité en Europe devient un produit rare. Par conséquent, le prix du kWh augmente ; actuellement il est entre 0.5 et 1 fr/kWh (0.15 fr/kWh en 2021) avec des pointes à 3 fr/kWh sur le marché européen. Selon les prévisions, le prix par kWh va augmenter en moyenne de 27% pour 2023.

En Suisse, nous payons maintenant les erreurs du passé, soit d'avoir mis trop sur l'import-export et la libéralisation du marché de l'électricité, voulant toujours plus pour moins d'argent, sans regarder sur le long terme. Ainsi certaines communes ont voulu profiter de la libéralisation du marché avec des tarifs extrêmement bas, et se trouvent maintenant avec des propositions vers 1 fr/kWh, augmentation qui va

se répercuter sur les citoyen-ne-s. Pourtant, le coût de production du courant n'a quasiment pas changé en Suisse. Les entreprises électriques suisses font donc actuellement des énormes bénéfices en vendant du courant à la bourse à prix exorbitant.

Avec l'apparition de graves problèmes financiers

En outre, il semblerait que les grandes entreprises aient des problèmes d'argent. AXPO a demandé un prêt de 4 milliards de francs au Conseil fédéral, parce qu'elle vend du courant à long terme et doit maintenant donner des garanties financières. Pourtant AXPO est en mains publiques (cantons et communes) et produit elle-même du courant. Ce mécanisme des prix a aussi mis à jour le problème des grandes centrales: il faut toujours avoir une réserve pour remplacer la plus grande au cas où elle tomberait en panne, sinon il faudra payer le prix fort à la bourse de l'électricité. Le Conseil fédéral a créé un fonds pour une réserve d'énergie hydroélectrique suisse (500 GWh) pour le printemps 2023 au prix de 1.20 fr/kWh. Cela est énorme si on compare au coût de production entre 5 et 20 cts/kWh des centrales hydroélectriques. Il a aussi acheté 8 turbines à gaz mobiles de 30 MW, mais seulement pour avoir une réserve.

Les limites du libéralisme

Pour moi, il est étonnant de demander autant d'interventions de l'Etat, après avoir toujours poussé vers le libéralisme. Cet argent, on aurait dû l'investir dans les énergies renouvelables il y a 10 ou 20 ans! Nous devons maintenant faire attention à l'évolution de la situation et mettre des limites au libéralisme. **Il faut absolument favoriser la protection du climat et le développement durable, sans CO2 et sans nucléaire.**

Avec ces perspectives d'une éventuelle pénurie, la discussion de la durée de vie de nos vieilles centrales nucléaires revient, et avec cela, celui de leur sécurité qui devient plus problématique avec l'âge. En plus, il y a une équipe d'irréductibles qui lance une initiative pour construire de nouvelles centrales nucléaires, alors qu'il n'y a pas eu de réels progrès en matière de sécurité!

Le peuple suisse a bien accepté la transition énergétique en 2017, mais les applications traînent, et ce retard, nous allons le payer cher. Un engagement plus fort dans les énergies renouvelables nous permettrait de sortir plus vite de l'énergie nucléaire, de réduire ses risques, et de ne plus produire de déchets indésirables. Nous avons besoin d'un plan politique de sortie du nucléaire avec des dates claires, comme en Allemagne. Les critères de sécurité d'un institut pro-nucléaire contiennent trop de risques et ne peuvent être considérés comme fiables. De toute manière, le nucléaire ne va pas sauver le climat, et ne nous met pas à l'abri des crises d'énergie électrique ponctuelles.

Erwin

POUR LES AMATEURS DE CHIFFRES...

Comme chaque année, les statistiques suisses sortent en été. Beaucoup de chiffres, des commentaires et des interprétations.

D'abord

la statistique globale suisse de l'énergie 2021:

La consommation d'énergie finale a augmenté de 6.3 % en 2021 par rapport à 2020 pour s'établir à 794 720 térajoules [TJ]. C'est beaucoup, mais en 2020 le COVID-19 avait réduit nos mouvements.

En regardant dans le temps, la consommation était quasiment stable de 1900 jusqu'à 1950 (environ 120 000 TJ) et elle a fortement augmenté par la suite jusqu'à 1973, pour s'aplatir un peu par la suite, et atteindre le sommet vers 2010 (870 000 TJ).

Ventilation des sources d'énergie et des secteurs de consommation

La tendance actuelle est descendante et cela grâce à la diminution des combustibles pétroliers, les autres sources d'énergie (carburant et gaz) ne diminuant quasiment pas. La répartition de la consommation entre les différentes sources d'énergie était en 2021: carburants 29%, électricité 26%, gaz 15%, combustibles pétroliers 14% et divers 15%. 30 % seulement de notre consommation d'énergie est indigène. Les secteurs de consommation se répartissent comme suit: transport 32%, ménages 30%, industrie 19%, services 17% et le reste 2%. Nous pouvons surtout avoir une influence sur les ménages (chauffage et électricité) et sur les transports (voitures, en réduisant les km et la taille).

Le rapport entre la consommation brute et finale a énormément évolué. Il correspond à une valeur d'efficacité. Cette transformation était de 95% en 1910, 83% en 1980, 76%

en 2010, et a maintenant légèrement augmenté à 78 %.

La perte (étonnante!) correspond au quart de l'énergie consommée. Cette diminution d'efficacité vient des transformations d'énergie dans les moteurs de nos voitures (moteurs thermiques) et des centrales thermiques (nucléaire, charbon et pétrole). Est-ce cela, le progrès?

Focus sur l'énergie électrique

L'énergie électrique représente seulement 26% de la consommation finale d'énergie et l'analyse de la statistique suisse de l'électricité nous fournit aussi beaucoup d'informations intéressantes. La production a diminué en 2021 globalement de 8.2%, car le profit économique a été privilégié au détriment de la production hydroélectrique. Le nucléaire a connu une baisse de 19.4%. Cette réduction de production est due à l'arrêt prolongé, pour révision, de la centrale de Leibstadt (perte de 500 millions de francs pour acheter l'équivalent de l'énergie électrique non produite au prix fort et la fournir aux clients au prix bas, selon les contrats à long terme).

La production des centrales nucléaires correspond à 26% de la production d'électricité suisse. Malheureusement, la production des panneaux photovoltaïques et des éoliennes n'est seulement que de 6 %.

La répartition de la consommation de l'électricité est la suivante: 35% ménages, 30% industrie, 25% services, 8.3% transports et 2% agriculture. Là encore, la consommation a augmenté de 4.3% par rapport à 2020. On peut relever que la consommation des transports électriques est faible, seulement 8.3%, et englobe les CFF, les trams, les trolleybus, les téléphériques. Au vu de l'énergie globale, c'est seulement 2% de la consommation suisse.

N'oubliez pas que la meilleure énergie est l'énergie non consommée!

Erwin

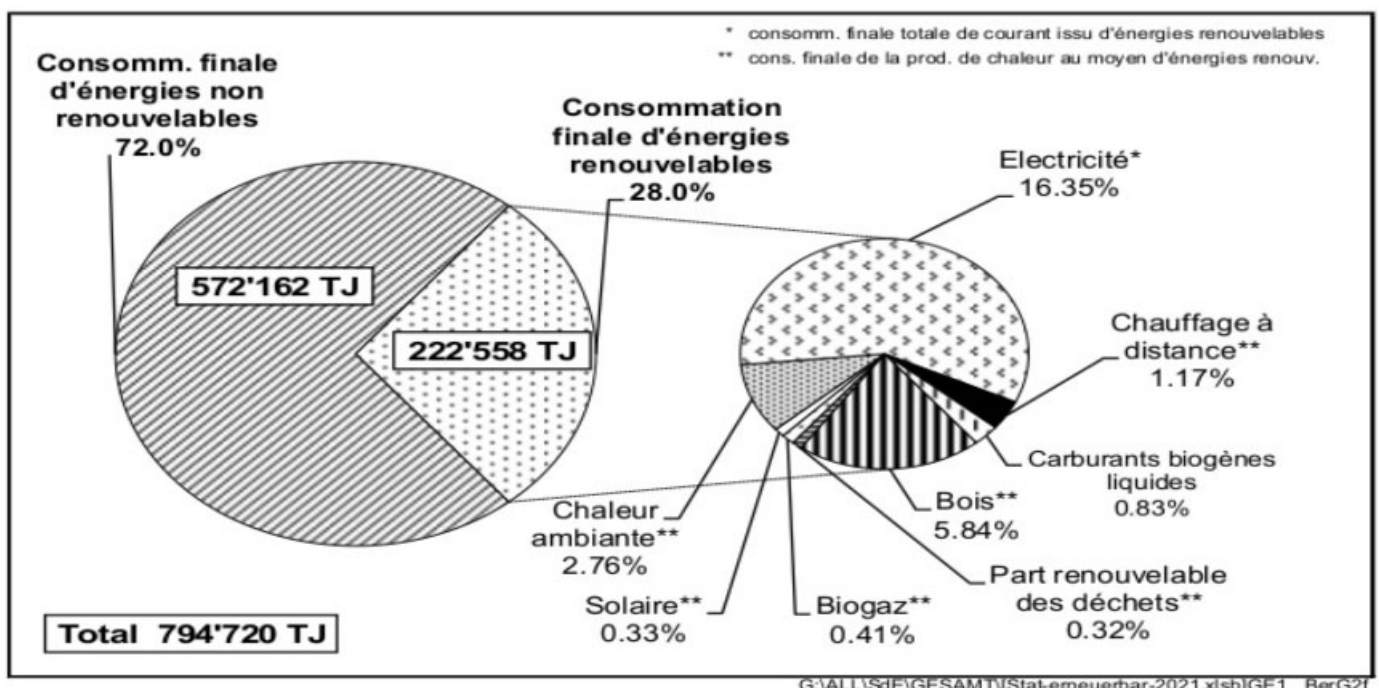


Tableau 1.4 Consommation finale d'énergie en Suisse pour 2021, y compris la part des énergies renouvelables (détail en fonction des agents énergétiques)

28.08.2022 Manif Marthalen (ZH)



4 septembre 2022

Des Contratômistes participent à la manifestation d'Alternatiba au parc des Bastions



BALISE MENACÉE?... GENEVOIS ALERTÉS!

Des informations préoccupantes sont parvenues aux oreilles des ContrAtomistes concernant l'implication de la Ville de Genève dans la surveillance du risque nucléaire... 36 ans après, le souvenir de la catastrophe de Tchernobyl s'estompe et la tentation est grande de faire des économies de bout de chandelle au détriment de la sécurité. Pourtant les événements de Zaporijia et les défaillances actuelles des réacteurs français victimes de la corrosion devraient inciter nos élus à la plus grande prudence!

Les sources d'inquiétude

La magistrate en charge de l'aménagement et des constructions au sein du Conseil administratif de la Ville de Genève a informé la CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité) qu'elle avait de la peine à justifier le montant des frais d'exploitation de la balise qui mesure en permanence le niveau de radioactivité dans l'air de la ville de Genève, et qu'elle envisageait de se séparer de celle-ci. Entre temps, il semble qu'elle ait décidé de surseoir à cette décision et de maintenir la ligne correspondante au budget de 2023. Ouf..! On a eu chaud..! Mais restons vigilants!



D'abord, un peu d'histoire...

Contratom, dès sa création, a considéré que la surveillance du niveau de radioactivité dans l'atmosphère par une source indépendante était une priorité absolue. C'est ainsi qu'on peut lire dans le N°1 du journal, datant de mars 1988: «Nous ne pouvons abandonner une décision d'une telle importance à une autorité politique quelconque. Démocratiquement élues ou pas, les autorités politiques des pays industrialisés ont montré à maintes reprises leur réticence en matière d'information de la population.... Nous visons à faire pression sur nos autorités afin qu'elles prennent leurs responsabilités et mettent les moyens qu'elles détiennent au service de la population».

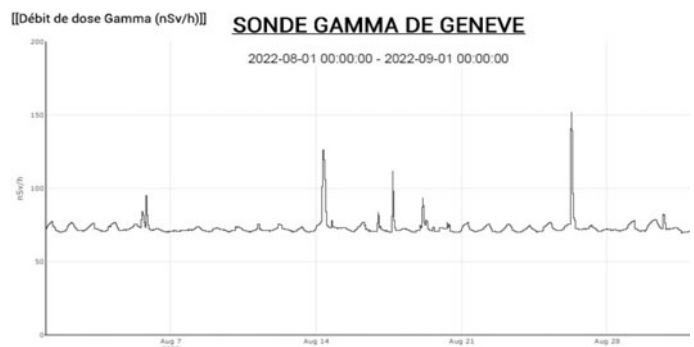
Entre temps, la CRIIRAD a été créée sous forme d'association pour apporter l'expérience de son laboratoire dans le but d'informer la population de manière totalement indépendante sur une contamination radioactive potentielle.

Et c'est sur proposition de la CRIIRAD qu'en 2018, le Conseil administratif de la Ville de Genève précédent a fait installer sur la toiture d'un immeuble de la rue du Stand une balise de surveillance de la radioactivité, balise qui est toujours en fonctionnement à ce jour....mais pour combien de temps encore?

A quoi sert cette balise

La balise de la rue du Stand complète une série de balises qui sont installées dans le Sud-Est de la France où le nombre de centrales nucléaires est particulièrement important. Elle est dotée d'une sonde de surveillance du débit de dose gamma, équipée d'un spectromètre gamma.

La radioactivité est donc mesurée en permanence, et les résultats des mesures sont consultables en temps réel et par tout un chacun sur le site de la CRIIRAD, avec le lien suivant: http://balises.criirad.org/resultats_geneve.html



Le niveau naturel moyen de radioactivité à Genève est de 76 nanoSievert/heure. Si la mesure dépasse 150 nSv/h l'équipe d'astreinte du laboratoire de la CRIIRAD est automatiquement informée; elle peut alors, si l'analyse des résultats le justifie, lancer immédiatement une alerte.

Il serait absurde de se priver de cet outil

La centrale du Bugey, située à 60km à vol d'oiseau, constitue un risque permanent pour Genève (cette centrale, comme beaucoup d'autres est confrontée aux problèmes de corrosion sur le circuit de sécurité). L'Etat français commence le stockage de déchets radioactifs sur ce site et envisage d'y implanter 2 nouveaux réacteurs de type EPR.

Conscientes des risques encourus, les autorités cantonales ont récemment proposé de distribuer des pastilles d'iode aux habitants à titre préventif.

Mais à quoi servirait une telle distribution si l'on ne connaît pas précisément l'état de la radioactivité ambiante à un instant «T» et s'il faut s'en remettre à des autorités supérieures pour espérer connaître des chiffres qui seront peut-être falsifiés.

Et comment pourrait-on dire que cette balise engendre des coûts insupportables pour la Ville de Genève alors que ceux-ci représentent 0,0018% du budget annuel?

ContrAtom demande donc solennellement aux autorités genevoises de pérenniser cette installation au delà de 2023: il y va de la sécurité des habitants.

Le Comité de ContrAtom

ZAPORIJIA, UNE IMMENSE MENACE

L'Ukraine possède 5 centrales nucléaires incluant 15 réacteurs nucléaires: Tchernobyl, Rovno et Khmelnytskyi, dans le Nord-Ouest, Ukraine-Sud, dans le centre du pays, et la fameuse Zaporijia, dans le Sud-Est. Zaporijia, au bord du Dniepr, avec ses 6 réacteurs WER (réacteur à eau pressurisée soviétique puis russe) de 1000 MW chacun, est la plus grande centrale nucléaire d'Europe. Mais voilà, elle se trouve en Ukraine et est l'enjeu d'une violente bataille entre russes et ukrainiens. Depuis que la centrale nucléaire de Zaporijia est un lieu stratégique du conflit, elle est régulièrement visée par des tirs et des bombardements. Et chaque camp alimente sa propagande pour pointer l'adversaire comme responsable de la mise en danger du site.

Petit historique

4.03.22: La Russie bombarde la plus grande centrale nucléaire d'Europe; prise d'assaut du site par l'armée russe.

29.04.22: Des spécialistes nucléaires russes de Rosenergoatom sont arrivés à la centrale ZNPP (Zaporijia Nuclear Power Plant).

2.05.22: Les Russes ouvrent à la presse les portes de la centrale de Zaporijia. Un bâtiment administratif est calciné, mais ceux des réacteurs semblent intacts.

16.07.22: Moscou accusée de tirer des missiles depuis une centrale nucléaire..

22.07.22: L'AIEA signale que le personnel ukrainien de la ZNPP était confronté à des conditions de plus en plus difficiles et stressantes.

5.08.22: La centrale de ZNPP a été la cible de tirs d'obus qui ont provoqué plusieurs explosions près du tableau électrique d'une ligne d'alimentation externe de 750 kV. Des générateurs diesel ont été mis en service pour assurer l'alimentation électrique de cette unité. Puis, de nouveaux tirs d'obus ont touché la zone de la station d'azote-oxygène de la centrale. Les pompiers ont rapidement éteint l'incendie, mais la station a dû être réparée.

6.08.22: Un membre du personnel du ZNPP travaillant dans la zone de l'installation de stockage à sec du combustible nucléaire usé a été blessé lors d'un nouvel épisode de bombardements.

7.08.22: Site nucléaire à nouveau bombardé. Le système de protection d'urgence de l'unité 4 du réacteur a été déclenché.

7.08.22: Le SNRIU (autorité de sûreté nucléaire ukrainienne) a signalé que l'accès du personnel de la centrale de ZNPP au centre de crise sur le site était restreint.

8.08.22: Le Kremlin a accusé lundi les forces de Kiev d'être responsables du bombardement de la centrale nucléaire de Zaporijia.

10.08.22: L'Ukraine a informé l'AIEA de la restauration d'une ligne électrique. Les militaires russes présents dans la centrale nucléaire de Zaporijia veulent raccorder la centrale aux réseaux électriques de Crimée.

11.08.22: Le site de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia a à nouveau été bombardé jeudi, Kiev et Moscou s'en accusant mutuellement.

12.08.2022: «L'heure est grave», a lancé jeudi le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il a réclamé l'accès au site.

20/21.08.22: Des tirs d'obus ont endommagé les infrastructures de la centrale, y compris les galeries de transition utilisées par le personnel de la centrale pour accéder aux unités de production d'électricité (passage supérieur).

22.08.22: Les bombardements ont endommagé les transformateurs de la centrale thermique voisine, provoquant une coupure de la ligne électrique reliant cette centrale à la ZNPP.

25.08.22: L'Ukraine a signalé que la centrale ZNPP avait temporairement perdu l'alimentation fournie par sa dernière ligne électrique externe de 750 kV encore opérationnelle.

26.08.22: Selon l'Ukraine, le personnel de la ZNPP a commencé à connecter les unités 5 et 6 au réseau électrique.

27.08.22: Il existe un risque de «pulvérisation de substances radioactives» à la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia a averti samedi l'opérateur public ukrainien.

28.8.22: Une évaluation des dommages causés par les bombardements des 25-27 août a indiqué que les tirs d'obus avaient touché la zone des deux bâtiments dits spéciaux de la centrale, tous deux situés à environ 100 m du réacteur.

29.08.22: Le directeur de l'AIEA a annoncé qu'une délégation était en route.

1.09.22: Les experts de l'AIEA ont enfin inspecté la centrale

3.09.22: Hier, les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont achevé leur inspection de la centrale de Zaporijia, laissant derrière eux six membres de la délégation.

05.09.22: Le dernier réacteur opérationnel de la centrale nucléaire ukrainienne a été débranché du réseau lundi, a indiqué l'opérateur d'État ukrainien Energoatom. Celui-ci avait déjà été débranché à plusieurs reprises, le 3 août pour la première fois de son histoire, et le 25 août.

Ont-ils les moyens de réfrigérer convenablement les réacteurs qui viennent d'être arrêtés ?

En plus, les 15 réacteurs existants, eux aussi sont susceptibles d'être mis hors de tout contrôle du fait d'une erreur de tir, un missile défailant pourrait toucher une ligne électrique, ou briser une piscine de refroidissement.

J'espère que je ne devrai pas encore rallonger la liste dans les prochains numéros car cela ne présumerait rien de bon pour la sécurité en Ukraine ainsi que dans l'Europe tout entière.

Philippe

Sources: Blue News, TF1 Info, Sortir du nucléaire France

S'ÉCLAIRER À LA BOMBE

La bombe H est toujours l'énergie noire qui fait pencher la balance de la justice, du mauvais côté. Il n'est pas possible d'accéder à une qualité de vie universelle, avec des épées de Damoclès qui dictent nos vies.

Une ONG nobélisée propose le TIAN (Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires). Son objectif est de rendre illégale la bombe H. Plus de 70 pays l'ont déjà signé. Quand les 184 pays sans bombes l'auront paraphé, il restera les 9 puissances du nucléaire militaire. Ces 9 pays représentent 3,8 milliards de personnes, soit moins de la moitié de l'humanité, et 5% des pays de la planète.

Démocratiquement, c'est une minorité qui nous impose sa loi, grâce à leur bombe H. Hélas, le traité TIAN est comme l'ONU, une bonne et juste initiative, mais sans pouvoir. Quel scénario faudra-t-il mettre en œuvre, pour que ces 9 pays donnent leurs bombes, à l'ONU, par exemple?

Quelles solutions pour interdire les armes nucléaires?

La plus cool des solutions: les 9 présidents sont dans le bureau du secrétaire général de l'ONU, ce dernier éteint la lumière, chante 1, 2, 3, soleil, et rallume la lumière, les 9 codes de lancement sont sur sa table. Le désarmement atomique est réalisé. Je suis d'accord, c'est trop utopique. De toute façon les militaires, dont le mensonge est une raison d'État, mettront 2 ou 3 ogives de côté, au cas où.

Autre idée, l'ONG finance des doués de la souris, des hackers de première, pour pirater les codes de lancement de l'arme nucléaire. Une fois les codes volés, les ONG dicteront leur loi aux présidents: le premier qui touche un poil de baleine ou qui déforeste 1 m2 de forêt tropicale de plus, nous l'envoyons rejoindre Atlantide ou Hiroshima. Je suis d'accord, je rêve un peu trop, mais avec le numérique tout est possible, c'est une question de chiffres.

Les maires et mairesses du monde (ils sont des millions) pourraient faire la grève du zèle envers tous les responsables militaires et politiques de la bombe. Contrôle des impôts, arrêtez les privilèges, etc. Pour rappel l'horloge de la fin du monde donne 23h 58min et 20 secs, un record, depuis 1947, année de sa mise en service.

Le monde court à la catastrophe. Qui peut l'en empêcher?

Pour les fans du complotisme, tout va dans l'ordre, la covid, la crise énergétique, la 3e guerre mondiale. Tous les méchants s'en foutent plein les poches. L'histoire suit le plan prévu. Sauf le soir en regardant les infos sur les chaînes T.V., les images d'Algérie, d'Amazonie, de Roumanie, de la Russie, de la Californie et bien d'autres, les forêts brûlent, les rivières sont sèches, la bombe du climat a déjà explosé et le monde s'en fout, et, pire encore, nos dirigeants se forcent à détruire ce qui reste.

Pour beaucoup de jeunes: «le climat, c'est foutu», «on est trop sur la planète», «l'impérialisme ras-le-bol», «le nationalisme aux chiottes»!. Alors, partageons les 12725 bombes H

(source 2022 Wikipédia) entre les 193 pays, soit 65 bombes par nations. Et faisons de la St-Jean, le 21 juin 2023, le solstice du changement, chacun balance ses bombes sur son ennemi, l'humanité face à son destin. Certains jeunes trouvent ceci plus excitant qu'une partie de *Call of duty* (jeu de guerre, sur internet). Et au passage cela donnerait une chance aux tribus oubliées des forêts primaires et une raison d'être aux survivalistes.

Le problème, ce sont les frontières: elles sont un héritage des guerres, et les bombes H servent à les protéger. Il faut rendre les frontières perméables, enlever les douaniers, les remplacer par des amis qui vous attendent. *Moins de frontières, moins de nucléaires militaires, ça peut-être un slogan.* Je vous fais remarquer que la bombe est une histoire d'hommes, rares sont les femmes politiques qui ont utilisé le mot nucléaire militaire dans leur langage.

Je sais que ces mots sont des paroles en l'air. Sur les 9 pays nucléarisés, 5 sont pour la bombe à tout prix, ils sont aussi les 5 membres du conseil de sécurité de l'ONU: Etats-Unis, Russie, Chine, Angleterre et France. Jamais ils ne voudront se séparer de leurs bijoux de famille, leurs bombes sont les gardiennes de leurs libertés. Pour casser cette fatalité, il n'y a que la jeunesse, les femmes et les pacifistes, pour l'instant on les fait taire avec une kalachnikov ou une constitution patriarcale. Pour info: jusqu'à présent, 4 pays ont renoncé à leurs armes nucléaires, l'Afrique du Sud, le Belarus, le Kazakhstan et l'Ukraine (qui commence à le regretter).

JJK



Lanceur de Bombe mobile - jjkphoto.ch

LA PREUVE PAR DONALD TRUMP

Donald Trump a-t-il subtilisé des documents classés de la plus haute importance en matière de sécurité nationale?

C'est ce que tend à prouver l'enquête ouverte à son encontre par le FBI. Il s'agirait, d'après la presse, de mémos classés top secret ou classés «TS/SCI», une catégorie plus restrictive encore, parmi laquelle pourraient se trouver des informations relatives à la question des «armes nucléaires».

Pour le moment, rien n'est confirmé, bien que des révélations de ces derniers jours fassent état de l'existence, parmi les documents séquestrés dans la résidence de Trump, de données sur les capacités atomiques d'un Etat tiers, mais la nouvelle n'a pas seulement de quoi inquiéter, elle est aussi la preuve d'une nécessité urgente.

Explications:

Une montée progressive de l'arsenal atomique
Paradoxalement, lorsque, en août 1945, les USA avaient fait la preuve de leur puissance en rasant Hiroshima et Nagasaki, le monde était aussi soulagé par le fait que la bombe atomique avait été mise au point en Arizona et pas dans l'Allemagne nazie.

Nombreuses et nombreux furent également celles et ceux qui, quatre ans plus tard, se félicitèrent du fait que l'URSS s'était à son tour dotée de l'arme nucléaire créant de la sorte un équilibre qui fut celui de la terreur, dissuasif, disait-on. Depuis, neuf pays se sont dotés de la bombe, d'aucuns avec la bénédiction du Conseil de sécurité de l'ONU, d'autres de manière tout à fait illégale, au point que, à la fin du siècle passé, ils disposaient de quelques 70'000 têtes nucléaires.

Suivie d'une période de limitation volontaire des armements...

Suite aux mouvements antiatomiques et devant l'ampleur du danger -mais aussi intéressés par le fardeau économique représenté par la course aux armements- les Etats, en particulier les USA et l'URSS, ont participé à un processus de limitation de la prolifération nucléaire avec la signature, dès les années 1980, d'un certain nombre d'accords. Ainsi, le nombre de têtes nucléaires a été réduit à 13'000 aujourd'hui, ces bombes étant toutefois bien plus puissantes que celle d'Hiroshima.

Ces accords supposaient à la fois la rationalité des gouvernants de l'URSS -qui n'auraient pas couru le risque de déclencher une attaque dont leur pays aurait subi en retour les conséquences- et le respect supposé des règles et institutions de la part des dirigeants occidentaux.

C'est d'ailleurs sur la base de la définition de certains Etats comme «voyous», que des mesures et sanctions ont été prises contre la Corée du Nord et contre l'Iran, leurs régimes n'étant considérés ni respectueux de certaines règles ni raisonnables, ce qui laisserait d'ailleurs supposer les puissances atomiques nanties de ces vertus.



Et maintenant, l'aventurisme et le bellicisme se propagent à l'Est comme à l'Ouest

Dans les faits, il n'en est rien. Si l'aventurisme militaire d'un Poutine peut laisser craindre toutes sortes de dérapages, l'autocrate ne souffrant d'aucune opposition interne, on se complaisait généralement jusqu'ici à considérer les démocraties parlementaires comme immunes face à ces risques de dérapage, les institutions étant respectées par les gouvernants.

Or, ce qui se passe aux États-Unis démontre que ces pays ne sont pas à l'abri, bien au contraire! Ne le sont pas les USA où l'instigateur présumé de l'attaque contre le Capitole a été élu démocratiquement; ne le sont pas d'autres puissances nucléaires.

Que l'on se rappelle que, en France, par exemple, depuis 2002, l'extrême droite -qui, à l'instar d'un Trump se définit «anti-système»- a par trois fois atteint le deuxième tour de l'élection présidentielle, de la personne qui a accès aux codes atomiques.

En ce sens, Donald Trump est la preuve vivante du fait que seul le désarmement nucléaire total, le bannissement pur et simple de l'arme atomique -comme l'ont été les armes chimiques, biologiques et bactériologiques- peut nous mettre à l'abri du désastre.

Paolo Gilardi

Les intertitres sont de la rédaction



LES TRUITES (NON PLUS) N'AIMENT PAS LE NUCLEAIRE!

Afin de préserver les écosystèmes, le prélèvement des eaux dans la mer ou les fleuves nécessaires au refroidissement des centrales nucléaires est réglementé, et ceci depuis la canicule de 2003. Les réacteurs doivent être ralentis, voire arrêtés en cas de dépassement du seuil légal de température. Ainsi en 2020 la production française avait été amputée de 3 Terawattheures, suite aux températures excessives.

Une dérogation peut être accordée par l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) si la stabilité du réseau électrique l'impose. Elle permet de continuer l'exploitation en rejetant de l'eau à une température supérieure à la température limite fixée par décret.

Oui mais voilà! Cet été, seuls 28 des réacteurs français étaient en activité du fait des anomalies récurrentes et des campagnes d'entretien et la canicule a sévi dans tout l'Ouest de l'Europe. Arrêter d'autres centrales risquait d'affecter le réseau électrique français.

Résultat: alors que jusqu'à présent, une seule dérogation avait été accordée (en 2018 à la centrale de Golfech et pour 36 heures seulement), c'est une pluie (!) de dérogations qui se sont abattues en 2022 pour cause de sécheresse:

L'ASN a accordé le 13 juillet, à la demande de RTE (gestionnaire du réseau électrique) 4 dérogations qui devaient expirer le 8 août pour les centrales du Blayais (Gironde), du Bugey (Ain), de Golfech (Tarn-et-Garonne) et de Saint-Alban (Isère).

De plus, les tolérances vis-à-vis de la température maximum ont été «assouplies».

Le Canard Enchaîné dans son édition du 27 juillet a rapporté ces événements (voir encadré)

Entre temps, cette dérogation a été étendue à la centrale de Tricastin (Drôme) et prolongée jusqu'au 11 septembre!

On est ainsi passé, en quatre ans, d'une dérogation de 36h à 5 dérogations de 2 mois!

On peut craindre des dommages irréversibles pour les écosystèmes!

Jean Le Guern

Le nucléaire n'a pas inventé l'eau chaude

SAUVER les saumons ou les électrons? A cette question cornélienne, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité et EDF ont apporté une réponse sans équivoque: certaines centrales nucléaires auront le droit de rejeter une eau plus chaude que le prévoient les textes légaux. Au risque de faire disparaître la faune aquatique.

Explication. Pour refroidir ses circuits, une centrale puise de la flotte dans la mer ou le cours d'eau le plus proche. Puis elle l'évacue, plus chaude qu'au départ, forcément. Mais dans une certaine limite. Car les rejets brûlants détruisent la flore et les poissons. Après les premières canicules, certaines usines à neutrons ont ainsi été mises à l'arrêt, du fait de leurs déversements à trop haute température.

Problème: ces arrêts font suite à ceux des réacteurs immobilisés pour cause de corrosion ou d'opérations de maintenance. Depuis le début de l'été, 30 réacteurs sur 56 sont en carafe! Pour que la France produise suffisamment d'élec-

tricité, l'Autorité de sûreté nucléaire a autorisé quatre centrales (Golfech, Saint-Alban, Blayais et Bugey) à rejeter une flotte plus chaude.

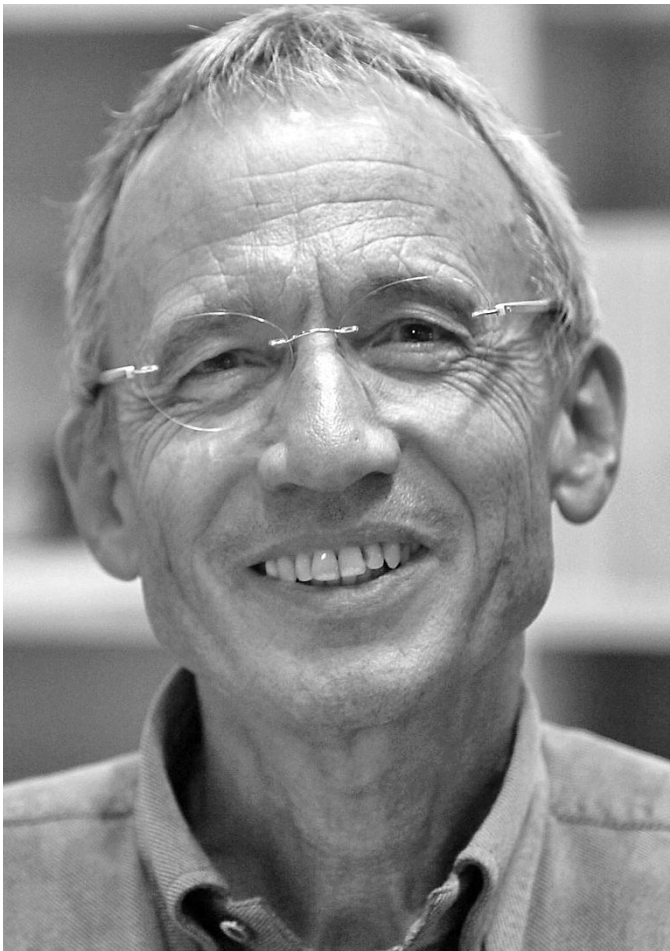
Exemple à la centrale du Bugey (Ain): l'arrêté préfectoral du 6 août 2014 prévoyait que, entre le 1^{er} mai et le 15 septembre, la température moyenne journalière du Rhône à proximité de la centrale ne dépasse pas 26 °C ou, à l'extrême rigueur, 27 °C, avec un écart maximal de 1 °C entre l'eau puisée et l'eau évacuée. Au-delà, EDF devait cesser l'exploitation. L'arrêté du 15 juillet 2022 a porté cet écart à 3 °C en moyenne journalière. «Cela veut dire qu'il est possible d'avoir un écart de 6 °C en plein après-midi et de 2 °C le reste de la journée!» décrypte Joël Guerry, représentant de Sortir du nucléaire Bugey.

Mais, à 30 °C ou plus, pourquoi ne pas installer un spa à la sortie de la centrale? ou bien jeter quelques feuilles de laurier dans le Rhône, saler, poivrer et faire cuire truites et saumons au court-bouillon?

O. B.-K. et C. L.

A PROPOS DE «LA FRANCE ATOMIQUE»

En cette période où l'énergie atomique est remise à l'ordre du jour comme une énergie «propre», le livre de Daniel de Roulet paru il y a un an, est à lire, relire et à méditer! Curieusement, cette œuvre de l'écrivain, pourtant habituellement bien médiatisé, ne rencontre que très peu d'échos... Sous divers prétextes, la presse française refuse les comptes-rendus. Même en Suisse, ce livre est moins présenté que ses autres ouvrages. Pourtant la dénonciation des dangers de l'énergie nucléaire par Daniel de Roulet n'est pas frontale mais subtile.



Daniel suit le périple de deux jeunes garçons émerveillés par les débuts de l'industrialisation en France, raconté dans «Le Tour de France par deux enfants», d'Augustine Fouillé, en 1877, et publié à des millions d'exemplaires dans un idéal patriotique et confiant en l'avenir. Un siècle et demi plus tard, la technique, qui a tant servi la cause de la guerre, vieillit mal dans les centrales nucléaires, fil conducteur du périple de l'écrivain. Daniel visite, en touriste faussement naïf, 24 des 56 réacteurs atomiques que compte la France. Parti, comme les enfants, d'Alsace, de Fessenheim, il suit le Rhin, la Moselle, descend le Rhône, remonte la Garonne, la Loire et longe les côtes de la Manche, jusqu'à la Lorraine et termine son périple vers les deux tours de refroidissement de Nogent-sur-Seine.

«Deux chevelures magnifiques et chatoyantes». Oui, «elles marquent le paysage, symbolisant un geste d'une échelle surhumaine, qui voudrait voler le feu à la fois du ciel et de la terre», mais sous la beauté se cachent bien des déficiences et des faiblesses, sources de dangers majeurs pour le pays. De Roulet, fort documenté, essaie de visiter le cœur de ces centrales, très gardées, mais n'y parvient que rarement. Les quelques visites guidées sont très superficielles et continuent à vanter l'atome, comme en 1960, alors que les enquêtes sérieuses relatent les multiples incidents qui auraient pu provoquer des catastrophes, sont occultées. Le vieillissement des installations, les erreurs de manipulation, lâchant par exemple 600 000 litres d'un mélange radioactif dans la Loire à Chinon, les accidents naturels non maîtrisés, telle une tempête s'engouffrant dans le site de Blayais, le réchauffement de l'eau des fleuves, quelques accidents mortels, quelques contaminations rendues secrètes et surtout l'impossibilité de détruire les déchets radioactifs. L'angoisse se distille, malgré les dénis officiels.

Il faut le savoir: l'industrie atomique continue à polluer et tuer ses ouvriers et ses voisins! Proclamée comme la découverte révolutionnaire dans les années 1960, elle s'avère fragile, dangereuse et obsolète! Mais on nous ressert maintenant les même discours triomphalistes, sans tenir compte des réalités du 21ème siècle!

Maryelle Budry

La France atomique, Daniel de Roulet, Héros-Limite, 2021

LA FRANCE ATOMIQUE

L'objet du voyage que j'ai entrepris est la France atomique, celle des centrales réparties le long des fleuves et de la côte atlantique. Fleurons du tissu industriel, elles marquent le paysage, sollicitent de loin le regard, surtout lorsqu'elles sont surmontées d'un panache de vapeur blanche.

DANIEL DE ROULET
Héros-Limite | géographie(s)



Alternatiba

le 4 septembre dernier, quelques vaillants-tes ContrAtomistes se sont relayés, dans la bonne humeur au stand de notre association lors de la manifestation Alternatiba au Parc des Bastions à Genève.

Belle occasion de revoir quelques anciennes connaissances, d'échanger quelques bons souvenirs et surtout de dialoguer avec un public hétéroclite, pas toujours antinucléaire, ce qui nous a permis d'affûter nos arguments et de tester notre force de persuasion! *ACR*

LAPOSTE

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE **C O N T R A T O M**

À L'ARCADE CASTAFIORE

LE MERCREDI 19 OCTOBRE 2022

20, RUE DE MONTBRILLANT

(derrière la gare de Cornavin, à Genève)

Au programme:

19h30: Accueil autour d'un buffet campagnard

20h30: Les choses sérieuses commencent.

Ordre du jour:

1. Approbation du compte-rendu de l'AG 2021
2. Rapport d'activités 2021 / 2022
3. Points statutaires (comptes, comité)
4. Discussion sur le fonctionnement et les perspectives de ContrAtom. comment intégrer la lutte antinucléaire à celle du climat? Nous comptons sur vos précieuses remarques et suggestions.
5. Divers.

Nous nous réjouissons de vous rencontrer.

Le Comité



CONTRATOM